

Les enfants de la rue à Kigali : sortir de l'impasse ?

EN 1980, un Dominicain suisse, Guy Musy, avec un financement de la Caritas, fonde dans la capitale rwandaise un centre d'encadrement des enfants de la rue au sein du BSU, Bureau social urbain (1). Son action et celle de ses successeurs peuvent sembler, comme celles de bien des ONG, un coup d'épée inutile dans un océan de misère : en 1993, ils touchaient 400 enfants sur un total évalué par le Bureau de coordination des aides sociales à 4 000. Par-delà toute autre considération, ils ont l'immense avantage de bien connaître leur « public » et de faire, très régulièrement, des analyses extrêmement précieuses (2). Nous pouvons ainsi appréhender ce phénomène nouveau ici qu'est la présence d'enfants dans des rues, lieu inconnu il y a peu puisque nous sommes en présence d'une population intégralement dispersée jusqu'à une date récente.

Des « mille collines » à la rue

Le Rwanda a donc été, pendant toute son histoire précoloniale et coloniale, un pays sans ville, aux structures familiales et sociales rurales très rigides. Kigali au moment de l'indépendance, en 1962, n'avait que 5 000 habitants et son véritable développement ne date que des années 1970 pour atteindre 500 000 âmes environ en 1995. Quand le « projet » des enfants de la rue est créé, ils ne sont que quelques dizaines et passent encore inaperçus pour la quasi-totalité des résidents de la capitale. A ce moment-là, peu voient l'intérêt de l'action de Guy Musy.

Très rapidement, divers facteurs vont se conjuguer pour amplifier le phénomène. Le principal est l'aggravation de la situation démographique et économique (3). Un indice de fécondité record — chaque femme ayant en moyenne plus de huit enfants, selon la Banque mondiale — dans le pays d'Afrique à la plus forte densité (271 habitants/km² en moyenne mais plus de 800 dans les régions de Gisenyi ou Butare) fait qu'une bouche à nourrir nouvelle pose problème. Le dernier recensement (1991) donne un total de 7 160 000 habitants sur un territoire d'un peu plus de 26 000 km², entièrement mis en valeur, sans guère de possibilité de conquêtes de terres supplémentaires : les cultures occupent déjà les marais, montent à l'assaut des « mille collines » et des contreforts des volcans ; les parcs nationaux ne sont guère utilisables pour l'agriculture, même s'ils sont progressivement attaqués par des fronts pionniers. Aucune richesse naturelle significative et donc 90 % de la population vit de l'agriculture. Mais, compte tenu de la pression démographique, la taille moyenne des exploitations familiales est passée de 1965 à 1984 de 2,7 à 1,2 ha. Or, 57,5 % de la population rwandaise ont moins de vingt ans en 1991 (48 % moins de 15 ans) : la pénurie foncière enlève toute perspective d'avenir aux jeunes (4). Quand, de surcroît, les récoltes sont mauvaises à la suite d'intempéries, comme en 1993, le mirage de la capitale joue à plein. Pas d'autre alternative : le taux d'urbanisation est particulièrement faible — environ 7 % — et il n'existe pas de véritable ville en dehors de Kigali. Jean Casas, aumônier de la JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne), a raconté cette descente aux enfers classique à travers l'itinéraire de Bugingo, *l'enfant des mille collines* (5) : « Nous sommes huit à la maison (...). Comment veux-tu que je retourne chez moi ? Six frères et sœurs, et pas de champ à cultiver ». (...) Il est devenu banal

(1) Il a depuis publié des récits de vie de quelques-uns de ces jeunes avec lesquels il a passé neuf ans : « Au Rwanda les enfants de la rue. Histoires vécues », *Les cahiers du Bice*, Genève, 1993, 72 p. Citation de conclusion p. 57. Il a donné une interview sur le sujet à la revue *Dialogue* (n° 126, janvier-février 1988, « La ville et ses problèmes », pp. 27-39).

(2) Ils ont ouvert leurs archives, en octobre 1993, à deux de nos étudiants de l'École de journalisme de l'Université d'Aix-Marseille II, Nathalie Chiesa et Sean O'Curreen ; ces derniers ont réalisé sous notre direction leur mémoire de fin d'études : *Les enfants de la rue à Kigali, Rwanda*, maîtrise de sciences et techniques en journalisme, décembre 1993. Ils ont également filmé des jeunes, produisant un court métrage primé au concours

Rouletabille. L'essentiel des renseignements consignés dans cet article vient des rapports du BSU, dont le dernier, rédigé par le P. Dion, remonte à janvier 1996 : depuis 1981 sont ainsi publiés de nombreux *Cahiers du Bureau social* sur des thèmes précis.

(3) Pour tout complément concernant la situation générale du Rwanda, se reporter à l'article de Françoise Imbs, François et Annie Bart, « Le Rwanda : les données socio-géographiques », *Hérodote*, n° 72-73 (1994), pp. 246-269.

(4) Voir aussi J.-P. Godding et T. Musabyimana, « La jeunesse au Rwanda : quel avenir ? », *Dialogue*, n° 176, juin-juillet 1994, pp. 49-60.

(5) Les éditions du Cerf, Paris, 1991, 150 p. Citation p. 15.

de rencontrer des jeunes à Kigali qui vous disent : « Chez moi, nous n'avons plus de terres ! »

Mais la dégradation du contexte économique fait que la famille s'en sort souvent encore plus difficilement là qu'à la campagne et, dès sept ans, bien des enfants doivent subvenir à leurs propres besoins. La pandémie du sida déstructure un peu plus les cellules familiales. Le pays est au cœur de l'un des plus importants foyers de la maladie. Le père, surtout, disparaît et un nouveau conjoint, fréquemment, refuse les enfants. Les perspectives sont alarmantes et, avant la tragédie de 1994, l'UNICEF prévoyait plus de 160 000 orphelins pour l'an 2000 alors que les enquêtes du BSU faisaient état de 36 % de séropositifs à Kigali (6). Un certain nombre de ces orphelins, surtout s'ils n'ont plus d'attache familiale, se retrouvent dans la rue.

La guerre de 1990 entre les forces gouvernementales et le Front patriotique rwandais éclate dans ce climat détérioré, privant encore les paysans de terres fertiles, et amenant dans les rues des jeunes des camps de réfugiés proches de Kigali. Le phénomène s'est également étendu à d'autres centres du pays. Une ONG œuvre ainsi à Butare, deuxième centre urbain du pays (20 000 habitants ?), où la moyenne d'âge des jeunes de la rue est passée de 15 à 12 ans.

L'enfant, traditionnellement considéré comme une richesse, dans un pays foncièrement nataliste, majoritairement christianisé, sans véritable politique de limitation des naissances, devient un poids dont personne ne veut se charger. L'individualisme croissant accentue la perte des solidarités d'une société rurale qui s'installe à la ville. Le nombre des familles monoparentales augmente de façon considérable : les femmes seules devant assurer la charge de plusieurs enfants se multiplient mais leurs revenus leur permettent rarement de faire face financièrement. Les enfants doivent alors être autonomes rapidement, pour eux comme pour les petits frères ou sœurs (près d'un tiers des enfants encadrés par le BSU en 1993 avaient entre 7 et 11 ans). Dans la société, les filles sont mieux suivies que les garçons. D'autant qu'elles trouvent plus facilement un emploi de « boyesse », dès leur plus jeune âge, ou qu'elles peuvent verser dans la prostitution, solution « rentable ». Cela explique qu'en 1993 il y avait 75 % de garçons dans la rue contre un quart de filles. Leur point commun est d'être totalement déscolarisés. Ils en éprouvent un fort ressentiment vis-à-vis de ceux qui vont à l'école : « Ils ont de la chance, la vie est dure pour moi, facile pour eux. Mais je ne les envie pas puisque de toute façon, je ne serai jamais comme eux », a-t-il été confié lors de l'enquête d'octobre 1993.

(6) « Quel avenir pour les orphelins des personnes atteintes du sida ? », *Cahiers du Bureau social urbain*, n° 86, octobre 1991.

Et l'interview de R. Aebischer, « Sida : cri d'alarme ! », *Dialogue*, n° 160, novembre 1992, pp. 19-30.

La mendicité fait peu partie des traditions des enfants de la rue, sauf pour les nouveaux venus des camps. Mais leur nombre est devenu tellement important qu'on compte de grandes concentrations, surtout près du marché où les occasions de travailler sont les plus nombreuses. Un sourire peut être le moyen d'établir un contact. Mais l'agressivité et la menace peuvent vite le remplacer si la personne interpellée répond avec mépris ou désinvolture ou bien si la faim est trop forte.

La population, en général, souhaite d'abord une politique de répression et de maintien de l'ordre : la majeure partie des adultes considèrent les enfants de la rue comme des délinquants. Étant donné qu'il est de plus en plus difficile de trouver des « petits boulots » (récupérer des éléments commercialisables dans les immondices, transporter des marchandises, éplucher les légumes, garder les voitures ou vendre des cigarettes, des beignets...) à un nombre croissant de postulants, les vols se multiplient, d'autant que les revenus restent, pour la plupart, misérables. De plus, ces enfants respectent moins les valeurs traditionnelles, essentiellement du fait des carences de leur éducation : dans une société où toute extériorisation de sentiment est proscrite, ces jeunes qui dansent, crient, « gênent ». La police municipale effectue régulièrement des rafles pour identifier les « indigents » ou les « vagabonds », « ceux qui n'ont ni domicile fixe, ni moyen de subsistance et qui n'ont pas de profession déterminée » (article 284 du code pénal). Le but est de renvoyer les intéressés dans leur milieu d'origine pour qu'ils soient aidés par les autorités compétentes ou mis dans des centres de rééducation. Ou tout simplement de les dissuader de revenir dans la rue. Mais bien des enfants arrêtés sans papier peuvent passer un voire deux ans en prison, la décision étant souvent prise sans enquête préalable, sans instruction, sans avocat et sans que la famille soit prévenue. L'angoisse d'une éventuelle arrestation amène les enfants de la rue à être très discrets ou à fuir à la vue d'un uniforme. Il n'existe pas de « gang », pas de réseaux de jeunes de la rue à Kigali. Ils peuvent cependant être soumis à la menace de « grands voyous » qui les maltraitent ou les obligent à voler.

Les buts du Bureau social urbain

Le premier est de donner un statut semi-officiel à ces enfants, qui leur évite la prison en cas de contrôle policier. Beaucoup d'entre eux n'ont pas la carte d'identité salvatrice. Le P. Aebischer a donc négocié l'octroi d'un document avec le tampon de la Préfecture per-

mettant une certaine reconnaissance au BSU et aux enfants une plus grande tranquillité d'esprit.

L'idéal à plus long terme est de réintégrer les jeunes dans leur famille — ou ce qu'il en reste — et dans la société. C'est la raison pour laquelle les animateurs effectuent des visites régulières chez les parents ; chez la mère seule assez souvent car les pères négligent de reconnaître leur progéniture et de s'en occuper ; 43 % des 223 enfants interrogés par Nathalie Chiesa et Sean O'Curneen n'avaient plus qu'un de leurs parents ou aucun, 36 % étaient issus d'une famille monoparentale, un tiers seulement avait des parents en situation « régulière ».

On privilégie également l'alphabétisation et la formation professionnelle pour que, le plus rapidement possible, un travail permette de subvenir aux besoins immédiats — voire à ceux de la famille — et de sortir de la spirale de la délinquance.

C'est-à-dire que le BSU ne cherche pas à enlever tout de suite l'enfant à la rue en lui fournissant un toit : seuls une dizaine d'enfants sont hébergés pour la nuit et le petit déjeuner dans une maison d'accueil (vingt avant la guerre) et pour une durée maximum de trois mois, théoriquement du moins. Les autres continuent à dormir dehors ou dans des abris de fortune, comme la cour d'un bar ou le poulailler d'un vétérinaire mis à leur disposition par le propriétaire.

Le jour, ils peuvent se rendre dans trois foyers du BSU, assez sommaires, répartis dans l'agglomération. Les enfants viennent là quand ils veulent, en général quand ils ont trouvé leur salaire de la journée. Cette liberté a pour but de gagner la confiance des enfants en les traitant d'égal à égal, en leur laissant prendre leurs décisions. C'est donc une fréquentation très irrégulière, ce qui crée de nombreux problèmes dans le suivi des actions de formation. Mais ils y trouvent également des distractions (football, acrobatie avec un animateur, séances-vidéo de films sans violence, sorties, camps d'été) et des causeries hebdomadaires, sous la conduite d'un animateur, essentiellement sur des thèmes médicaux ou para-médicaux (parmi eux, la prévention du sida a une place capitale). Des soins de première nécessité leur sont dispensés. Quand des épidémies se déclarent, des vaccinations sont organisées comme en août 1992 pour la méningite.

La philosophie de base est d'aider les enfants en leur laissant beaucoup d'indépendance, sans les assister. Il leur est cependant demandé de s'engager à ne plus se droguer au chanvre (traditionnellement utilisé depuis très longtemps, mais qui vaut au minimum six mois de prison ferme si l'on est arrêté en possession d'une quelconque quantité) ou à ne plus respirer de chiffons imbibés d'essence à proximité des stations-service. La participation à des célébrations religieuses, comme pour Noël, est proposée.

Douze animateurs et animatrices, parfois eux-mêmes passés par la rue, avec le cas échéant une formation de conseiller social, s'occupent dans la semaine de ceux qui viennent pour certaines activités. Ils ont connu un renouvellement important en 1994, lors de la reprise. Ils sont rwandais : « *Le reste de la population peut voir que des compatriotes à eux peuvent s'occuper des enfants, peuvent les encadrer, peuvent les guider, et que ce ne sont pas seulement les Européens qui sont capables de le faire* », disait le P. Aebischer, successeur de G. Musy. Ils ont aussi pour mission de sillonner la ville, parfois le soir, pour s'informer, établir le plus de contacts possibles mais également constater concrètement ce que font les enfants dans la rue et ce qu'ils y vivent, maintenir des relations avec certains qui ne fréquentent plus les centres. Ils se réunissent une fois par semaine, tous ensemble, tandis qu'une autre réunion hebdomadaire a lieu pour chaque foyer. Ils sont souvent pour l'enfant l'ami, le modèle ou le confident. Il a été créé il y a quelques années une association d'appui des encadreurs des enfants de la rue. Elle regroupe plusieurs « projets » existant au Rwanda et apporte une aide précieuse pour l'information et la formation des animateurs. Elle organise, entre autres, deux sessions par an.

Résultats

Ils sont assez difficilement mesurables. Il n'existe pas, à notre connaissance, de bilan sur le long terme du devenir de ces enfants. Seulement des constatations, année après année. L'expérience semble prouver qu'il vaut mieux essayer de tirer de là ceux qui sont depuis peu de temps dans la rue. C'est ainsi qu'un point est fait sur les placements en orphelinat, milieu de réinsertion difficile — neuf en 1995 y sont restés et quatre l'ont quitté — ou les retours dans la famille — huit pour cette année-là. Deux expériences supplémentaires n'ont pas abouti. Cinq autres enfants ont été confiés aux Filles de la Charité.

Pour ceux qui sont restés, à la dernière rentrée, quarante-huit ont pu réintégrer l'école primaire. « *Les enseignants ont de la peine à les considérer comme des enfants qui ne sont pas comme les autres. En effet, directeurs et enseignants acceptent nos enfants à contrecœur et, d'après les animateurs du centre, ils ne les aiment pas. Il faut reconnaître que nos enfants sont difficiles* », constate le rapport de 1996. « *Leur intégration reste difficile à cause de leur âge plus avancé et pour bien d'autres raisons que l'on devine facilement.* » Seuls, neuf adolescents fréquentent l'école secondaire, d'État ou privée.

Et les autres ? Parvenus à l'âge adulte où les retrouve-t-on ? Toutes les solutions doivent se concrétiser... Guy Musy, dans son opuscule, emploie une formule pleine de retenue mais très éloquente :

« Je voudrais regrouper ici quelques figures d'enfants "inclassables" (...) pour lesquels nous avons dépensé beaucoup de soin et d'énergie, qui nous ont fréquentés quelque temps, avant de reprendre leur chemin d'aventure. » Pourtant, certains sortent du tunnel comme le raconte avec passion le P. Casas dans son ouvrage déjà cité.

Les événements récents ont encore compliqué les choses. On comprend facilement comment cette population peu structurée, fragilisée, a pu être entraînée, comme acteurs ou victimes — ou les deux à la fois — dans les massacres qui ont commencé à Kigali le 7 avril 1994. Le dernier *Cahier du bureau social* indique ainsi pudiquement dans ses « Préliminaires » : « Dès le mois d'août 1994, des activités ont pu reprendre lentement avec de nouveaux animateurs, avec de nouveaux enfants et dans un contexte nouveau qui est celui de la situation générale du pays et de Kigali en particulier ».

Annie Lenoble-Bart
IUT Michel de Montaigne
Université de Bordeaux 3